

**Nations unies - Partenariat entre
l'ONU et l'Union africaine -
Intervention de M. Antoine Michon,
conseiller politique de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité
(New York, 18 juillet 2018)**

Madame la Présidente,

Je vous souhaiterais tout d'abord remercier Mme Sahle-Work Zewde et M. Smail Chergui pour leurs présentations très intéressantes.

Madame la Présidente,

1/ Pour la France, le partenariat entre l'ONU et l'Union africaine revêt une importance stratégique pour la paix et la sécurité internationales et nous sommes résolument engagés à soutenir ce partenariat. Ce partenariat s'inscrit en effet pleinement dans l'évolution actuelle du maintien de la paix, qui nécessite une meilleure coordination entre l'ONU, les organisations régionales, et les organisations sous-régionales, dans le cadre du Chapitre VIII de la Charte des Nations unies pour mieux prendre en compte les avantages comparatifs de chacune des organisations et ainsi mieux prévenir et mieux répondre aux crises.

Dans ce contexte, nous nous félicitons des progrès qui ont été accomplis au cours de l'année écoulée sous l'impulsion personnelle du Secrétaire général et du Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki, pour mieux coordonner nos analyses des crises et les réponses que nous y apportons. Votre visite conjointe Monsieur le Commissaire avec Jean-Pierre Lacroix, en RCA, a ainsi permis de mettre en évidence toute l'importance d'une action coordonnée des deux organisations en soutien du processus de paix dans ce pays pour aboutir à un accord politique global dans les meilleurs délais.

Madame la Présidente,

2/ Face à l'évolution des menaces en Afrique et à la nécessité pour l'ONU et l'UA de gagner en réactivité et en efficacité, la France est en faveur d'un renforcement des opérations africaines de paix. Le président Macron s'est clairement engagé en faveur de cet objectif lors de son discours de Ouagadougou en novembre 2017 et, plus récemment, lors du 31ème Sommet de l'Union africaine de Nouakchott.

Nous considérons en effet que les opérations africaines de paix doivent être soutenues selon

deux axes :

a/ Il s'agit tout d'abord de promouvoir le concept d'opérations africaines d'imposition de la paix mandatées par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA et par le Conseil de sécurité. Les opérations africaines de paix peuvent en effet être déployées plus rapidement, pour mener des actions offensives d'imposition de la paix ou de lutte contre le terrorisme. Cette répartition des tâches permettrait ainsi aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de se concentrer sur le maintien de la paix, qui est le coeur de leur mission.

Au plan politique et militaire et au plan opérationnel, il s'agirait donc de donner un cadre stable de coopération à ce que nous avons déjà mis en oeuvre avec l'AMISOM en Somalie, la MISMA au Mali, la MISCA en RCA, ou, plus récemment, avec la force conjointe du G5 Sahel. Les propositions du secrétaire général des Nations unies et du président de la Commission de l'UA pour établir un processus conjoint d'analyse des menaces, d'établissement des mandats et des concepts d'opérations, mais aussi de planification et d'évaluation des opérations africaines de paix constituent à cet égard une base de travail solide que nous les invitons à continuer de développer.

b/ Le second point central pour la montée en puissance des opérations africaines de paix est la nécessité d'avancer de façon concrète et rapidement vers leur financement prévisible et durable, comme nous y invitent les résolutions 2320 et 2378. Compte tenu du contexte actuel, il nous apparaît désormais logique que des opérations africaines d'imposition de la paix, qui seraient complémentaires des opérations de maintien de la paix des Nations unies, puissent également bénéficier d'un financement solide et prévisible, y compris sur contributions obligatoires des Nations unies.

Dans ce contexte, nous nous félicitons des réformes menées par l'Union africaine, notamment avec la revitalisation du Fonds pour la paix et l'engagement pris par l'UA de financer les opérations africaines de paix à hauteur de 25%. Nous souhaitons également saluer l'engagement financier sans précédent pris par les Etats membres de l'UA pour abonder ce Fonds. Bien entendu, plusieurs points cruciaux demeurent pour accompagner les discussions sur le financement. Il s'agit en particulier de l'accélération ou de la finalisation des travaux en cours sur les cadres de conformité en matière de droit international humanitaire, de droits de l'Homme, de conduite et de discipline ainsi que des travaux concernant les chaînes de commandement des opérations africaines de paix. Nous sommes confiants que ces travaux vont progresser et nous permettre d'avancer.

Madame la Présidente,

Je conclurai mon propos en soulignant que la France considère que les progrès réalisés par nos partenaires de l'UA sont réels et qu'ils doivent désormais être résolument soutenus par le Conseil de sécurité. La France prendra toute sa part avec ses partenaires au sein du Conseil pour faire progresser la coopération entre les Nations unies et l'Union africaine, au service de la paix et de la sécurité sur le continent africain. Je vous remercie./.